



Clauses générales

Fourniture de biens liés à la mission de base

LISTE DES MODIFICATIONS

- **Version du 31 mai 2013** **Clauses modifiées :**
 - 7.9 Changements au contrat
 - 19. Procédure en cas de différendListe des documents contractuels

- **Version du 3 décembre 2012** **Clause ajoutée :**
 - 2.11 Code de conduite des fournisseurs

- **Version du 20 septembre 2012** **Clause modifiée :**
 - 13. Protection de l'environnement

- **Version du 1^{er} juin 2012** **Clauses révisées :**
 - 4.2 Sous-traitance
 - 5.1 Lois, Règlements et permis
 - 5.4 Sécurisation des actifs et vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes
 - 18.1 Défaut du fournisseur

- **Version du 15 sept. 2011** **Clause révisée :**
 - 18.3 Résiliation du contrat**Annexe**

- **Version du 1^{er} février 2011** **Clause révisée :**
 - 1.12 Sous-traitant

- **Version du 1^{er} avril 2009** **Clause révisée :**
 - 5.4 Sécurisation des installations et vérification sécuritaire

- **Version de juillet 2008** **Clause révisée :**
 - 19 Procédure en cas de différend

- **Version d'octobre 2007** Révision **complète** des textes du présent document.

- **Version d'avril 2006** **Clause révisée :**
 - 18 Résiliation du contrat

TABLE DES MATIÈRES

Légende : 0. CLAUSE 0.0. Alinéa 0.0.0. Sous-alinéa

1. DÉFINITIONS.....	1
1.1. APPEL DE SOUMISSIONS.....	1
1.2. AVENANT.....	1
1.3. AVIS D'ATTRIBUTION.....	1
1.4. BIENS.....	1
1.5. CONTRAT.....	1
1.6. FOURNISSEUR.....	1
1.7. MATÉRIAU.....	1
1.8. MATÉRIEL.....	1
1.9. PRIX CONTRACTUEL.....	1
1.10. REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC.....	1
1.11. SOUMISSION.....	1
1.12. SOUS-TRAITANT.....	2
1.13. TRAVAUX.....	2
1.14. USINE.....	2
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	2
2.1. INTERPRÉTATION DU CONTRAT.....	2
2.2. CESSION DU CONTRAT OU DES CRÉANCES.....	2
2.2.1 <i>Cession de contrat</i>	2
2.2.2 <i>Cession des créances</i>	2
2.3. NORMES.....	2
2.4. PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	3
2.5. LIEU DE PASSATION DU CONTRAT.....	3
2.6. REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS.....	3
2.7. CONFIDENTIALITÉ.....	3
2.8. LANGUE DE TRAVAIL ET DES COMMUNICATIONS.....	3
2.9. DÉLAI.....	3
2.10. MISE EN DEMEURE.....	3
2.11. CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS.....	4
3. ÉTAT DES LIEUX.....	4
4. MAÎTRISE DES TRAVAUX.....	4
4.1. PORTÉE DU CONTRAT.....	4
4.2. SOUS-TRAITANCE.....	4
4.2.1 <i>Liste des sous-traitants choisis</i>	4
5. LOIS ET RÈGLEMENTS.....	4
5.1. LOIS, RÈGLEMENTS ET PERMIS.....	4
5.2. DROITS RELATIFS À L'UTILISATION DES BIENS.....	5
5.3. DROITS DE DOUANES, TAXES ET IMPÔTS.....	5
5.4. SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES.....	5
6. AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC.....	6
6.1. ADMINISTRATION DU CONTRAT.....	6
6.2. INSPECTION, CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX.....	6
7. EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	6
7.1. MODE D'EXÉCUTION.....	6
7.2. PRODUITS CONTRÔLÉS.....	6
7.2.1 <i>Étiquettes</i>	6

7.2.2	Fiches signalétiques	6
7.3	IMPLANTATION DES BIENS	7
7.4	DESSINS ET LISTES FOURNIS PAR LE FOURNISSEUR	7
7.5	NOTICES TECHNIQUES.....	7
7.6	PLAQUES SIGNALÉTIQUES.....	7
7.7	PROGRAMME D'EXÉCUTION.....	7
7.8	RETARD IMPUTABLE À HYDRO-QUÉBEC.....	8
7.9	CHANGEMENTS AU CONTRAT	8
7.10	SUSPENSION DES TRAVAUX	8
7.11	TRAVAUX NON-CONFORMES OU NON AUTORISÉS	8
7.12	PRISE DE POSSESSION DES TRAVAUX.....	8
7.13	PROPRIÉTÉ.....	8
7.14	SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DU MONTAGE	9
7.15	PRÉSENCE AUX ESSAIS EFFECTUÉS PAR HYDRO-QUÉBEC.....	9
7.16	EMBALLAGE.....	9
7.17	EXPÉDITION.....	9
8.	MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES.....	9
9.	BIENS, MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET OUVRAGES	10
9.1.	ORIGINE, QUALITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES BIENS OU MATÉRIAUX.....	10
9.2.	OUVRAGES PROVISOIRES, INSTALLATIONS ET MATÉRIEL DE CHANTIER FOURNIS OU EXÉCUTÉS PAR LE FOURNISSEUR	10
9.3.	OUVRAGES, MATÉRIEL, BIENS OU MATÉRIAUX MIS À LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR PAR HYDRO-QUÉBEC.....	10
10.	TRANSPORT DE MATÉRIAUX EN VRAC PAR CAMIONS	10
11.	RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR	10
12.	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU CHANTIER	11
13.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	11
14.	PAIEMENTS	11
15.	GARANTIE DES TRAVAUX ET DES MATÉRIAUX	11
16.	ÉTABLISSEMENT DES NOUVEAUX PRIX	12
17.	RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX EXÉCUTÉS EN DÉPENSES CONTRÔLÉES	12
18.	DÉFAUT – RÉSILIATION	12
18.1.	DÉFAUT DU FOURNISSEUR.....	12
18.2.	RETRAIT DES TRAVAUX DES MAINS DU FOURNISSEUR.....	12
18.3.	RÉSILIATION DU CONTRAT	12
18.4.	PROCÉDURE.....	13
19.	PROCÉDURE EN CAS DE DIFFÉREND	13
19.1.	OBLIGATION DE POURSUIVRE LE CONTRAT.....	13
19.2.	AVIS OBLIGATOIRE	13
19.3.	NÉGOCIATION	13
19.4.	EXPOSÉ DÉTAILLÉ - DÉCISION D'HYDRO-QUÉBEC	14
19.4.1	<i>Exposé détaillé du fournisseur</i>	14
19.4.2	<i>Étude et décision d'Hydro-Québec</i>	14
19.4.3	<i>Révision par le supérieur hiérarchique d'Hydro-Québec</i>	14
19.4.4	<i>Fin de la présente procédure</i>	14
19.5.	CONFIDENTIALITÉ.....	15
20.	DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT	15
20.1.	PRINCIPES COMPTABLES	15
20.2.	PÉRIODE DE CONSERVATION.....	15

Clauses générales pour fourniture de biens liés à la mission de base

20.3. DROIT DE VÉRIFICATION 15

ANNEXE - Liste des documents contractuels acceptés par Hydro-Québec

1. DÉFINITIONS

Dans ce contrat, à moins que le contexte n'exige un sens différent, on entend par :

1.1. APPEL DE SOUMISSIONS

Le document remis par Hydro-Québec en vue d'obtenir une offre ou une proposition.

1.2. AVENANT

Un écrit signé par Hydro-Québec et le fournisseur ayant pour objet de modifier le contrat.

1.3. AVIS D'ATTRIBUTION

L'écrit par lequel Hydro-Québec informe le fournisseur qu'il est l'attributaire du contrat.

1.4. BIENS

Les biens que le fournisseur doit fournir aux termes du contrat.

1.5. CONTRAT

Le contrat est constitué des documents suivants :

- l'appel de soumissions et ses addenda ;
- la soumission du fournisseur acceptée par Hydro-Québec ;
- l'avis d'attribution ;
- les avenants.

1.6. FOURNISSEUR

La personne à qui le contrat est attribué et qui a l'obligation de l'exécuter.

1.7. MATÉRIAU

Toute chose incorporée aux biens à être fournis ou qui est consommée pour réaliser le contrat.

1.8. MATÉRIEL

L'ensemble des outils, de l'outillage, des instruments, des appareils, des machines, des véhicules, des bâtiments et des installations nécessaires à l'exécution des travaux ou à l'entretien des biens à être fournis et qui ne sont pas incorporés aux biens.

1.9. PRIX CONTRACTUEL

L'ensemble des prix forfaitaires, des prix unitaires et de toute autre rémunération prévue au contrat, le tout sujet aux rajustements qui peuvent être effectués selon les dispositions du contrat.

1.10. REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC

Le responsable de l'administration du contrat désigné à l'avis d'attribution. Il a l'autorité et la responsabilité d'administrer le contrat pour le compte d'Hydro-Québec. Celle-ci peut désigner une autre personne pour le représenter auprès du fournisseur.

1.11. SOUMISSION

Offre ou proposition du fournisseur.

1.12. SOUS-TRAITANT

Toute personne à qui le fournisseur confie l'exécution de travaux, la fourniture ou la fabrication de matériaux ou de matériel, ou tout autre service, incluant un service professionnel. Ne peut être considéré un sous-traitant, tout membre ou personne faisant partie d'une coentreprise attributaire du contrat.

1.13. TRAVAUX

L'ensemble des biens que le fournisseur doit fournir et des activités qu'il doit exécuter pour réaliser le contrat, notamment les activités de conception, de fabrication, de livraison, d'installation et de mise en service des biens qui en font l'objet.

1.14. USINE

Les lieux de fabrication ou d'assemblage des biens.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. INTERPRÉTATION DU CONTRAT

Tous les documents du contrat se complètent mutuellement et tout ce qui figure dans l'un ou l'autre de ces documents fait partie du contrat.

En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre les divers documents constituant le contrat, ils prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre de priorité suivant :

- l'avis d'attribution accepté par le fournisseur, s'il modifie la soumission ou le document d'appel de soumissions ;
- la soumission acceptée par Hydro-Québec ;
- les renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner ;
- les clauses particulières ;
- les clauses générales ;
- les clauses techniques particulières ou devis techniques ;
- les dessins particuliers ;
- les clauses techniques générales ou normalisées ;
- les dessins normalisés ;
- les rapports géotechniques.

Les dessins à grande échelle prévalent sur les dessins à plus petite échelle.

2.2. CESSION DU CONTRAT OU DES CRÉANCES

2.2.1 Cession de contrat

Le fournisseur ne peut céder le contrat, sans le consentement écrit préalable du représentant d'Hydro-Québec. Tous les frais encourus par Hydro-Québec pour la cession seront facturés au fournisseur.

2.2.2 Cession des créances

Le fournisseur ne peut céder les créances découlant de l'exécution du contrat sans l'autorisation préalable écrite d'Hydro-Québec et cette dernière conserve en tout temps, même en cas d'autorisation ou de signification d'une telle cession, le droit d'opérer compensation de toute dette du fournisseur à son égard à même les sommes qu'elle pourrait lui devoir.

2.3. NORMES

Lorsque dans le contrat il est fait référence à des normes, référence est faite aux normes en vigueur à la date d'ouverture des soumissions. En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre le contrat et ces normes, le document le plus exigeant prévaut.

2.4. PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Le contrat et tous les autres renseignements communiqués au fournisseur en rapport avec le contrat demeurent la propriété d'Hydro-Québec et ne doivent pas servir à des fins autres que l'exécution du contrat.

Tout projet de publicité du fournisseur en rapport avec le contrat doit être soumis à l'approbation du représentant d'Hydro-Québec. Ceci s'applique à tous les moyens publicitaires tels qu'enseignes et panneaux au chantier et ailleurs, ainsi qu'à tout média écrit ou électronique.

Toute demande de renseignements concernant le contrat, le chantier ou les travaux, provenant de tout média écrit ou électronique ou de toute autre personne doit être transmise au représentant d'Hydro-Québec.

2.5. LIEU DE PASSATION DU CONTRAT

Les parties conviennent que le contrat a été conclu à Montréal et est régi par les lois applicables au Québec et que tout litige découlant de son exécution est soumis à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec.

2.6. REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS

Chaque partie désigne un représentant qui a les pouvoirs d'agir en son nom. Les parties s'informent mutuellement, par écrit, du nom de leur représentant respectif et, le cas échéant, de leur remplaçant.

Le représentant de chacune des parties a l'autorité et les pouvoirs requis pour voir à l'exécution du contrat, et pour traiter et disposer de toute matière y afférente. Toute communication entre Hydro-Québec et le fournisseur relative au contrat doit être effectuée par écrit et adressée au représentant de l'autre partie.

2.7. CONFIDENTIALITÉ

Le fournisseur s'engage à assurer la confidentialité des informations communiquées par Hydro-Québec à l'occasion de la réalisation du contrat.

2.8. LANGUE DE TRAVAIL ET DES COMMUNICATIONS

Le français est la langue de travail. Toutes les communications écrites et verbales relatives au contrat doivent se faire en français. Tous les documents ou dessins que le fournisseur remet à Hydro-Québec doivent être rédigés en français.

2.9. DÉLAI

À moins qu'il en soit autrement prévu au contrat, tout délai se calcule à compter du jour de la réception par le fournisseur de l'avis d'attribution.

Dans le calcul de tout délai fixé par le contrat :

- le jour qui marque le point de départ n'est pas compté mais celui de l'échéance l'est ;
- les samedis, les dimanches et les jours fériés sont comptés, mais lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé au jour ouvrable suivant.

2.10. MISE EN DEMEURE

Lorsque dans le contrat un terme est fixé pour accomplir une obligation, les parties sont en demeure par le seul écoulement du temps.

2.11. CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

Le fournisseur doit respecter les principes du Code de conduite des fournisseurs d'Hydro-Québec disponible au www.hydroquebec.com/soumissionnez/code-conduite.html. Le fournisseur confirme en avoir pris connaissance et en comprendre la portée. Le fournisseur doit prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer et doit s'assurer que ses sous-traitants respectent également ces dispositions.

3. ÉTAT DES LIEUX

Sans objet.

4. MAÎTRISE DES TRAVAUX

4.1. PORTÉE DU CONTRAT

Dans le cadre de ce contrat, le fournisseur doit réaliser l'ensemble des activités requises pour assurer la conception, la fabrication, la livraison, l'installation et la mise en service des biens qui en font l'objet, à l'exception de ce qui est expressément exclu aux *Clauses particulières*.

4.2. SOUS-TRAITANCE

Le fournisseur s'engage à assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions du présent contrat.

Le fournisseur remplace tout sous-traitant proposé qui ne répond pas aux exigences au contrat. Cette substitution s'effectue sans modification du prix contractuel ou des délais d'exécution établis aux *Clauses particulières*.

Le fournisseur est responsable des dommages causés à Hydro-Québec résultant de l'inadmissibilité ou interdiction pour ce ou ces sous-traitant(s) d'exécuter ou de poursuivre l'exécution d'un sous-contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

Le fournisseur doit sans délai informer Hydro-Québec par écrit de tout changement réel ou annoncé affectant la capacité d'exécuter les travaux de l'un ou plusieurs de ses sous-traitants, conformément aux lois et règlements applicables.

4.2.1 Liste des sous-traitants choisis

Le fournisseur doit également, avant le début des travaux transmettre au représentant d'Hydro-Québec par écrit, une liste indiquant pour chaque sous-contrat qu'il a conclu les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant et la date du sous-contrat.

Le fournisseur qui, après le début des travaux contracte avec un sous-traitant dans le cadre de l'exécution du présent contrat doit en aviser le représentant d'Hydro-Québec en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les travaux confiés à ce sous-traitant.

5. LOIS ET RÈGLEMENTS

5.1. LOIS, RÈGLEMENTS ET PERMIS

Le fournisseur doit se conformer à toutes les lois, décrets et règlements des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, applicables au contrat.

Le fournisseur doit obtenir, à ses frais, tous les permis, certificats, licences et autorisations et

payer tous les droits exigés par la loi pour l'exécution du contrat.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, lorsque le fournisseur est visé par une inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3) le fournisseur est alors réputé être en défaut au sens du contrat, sans qu'aucun avis de défaut ne soit requis et il est responsable envers Hydro-Québec pour l'ensemble des dommages qui en découlent.

Le fournisseur est également responsable des dommages causés à Hydro-Québec par toute inadmissibilité ou interdiction pour un ou plusieurs de ses sous-traitant(s) d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du (ou des) sous-contrat(s), en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

5.2. DROITS RELATIFS À L'UTILISATION DES BIENS

Le fournisseur s'engage à obtenir et céder à Hydro-Québec tous les droits requis pour permettre l'utilisation des biens aux fins auxquelles ils sont destinés, et, le cas échéant, leur entretien, réparation ou remise en état.

Ces droits comprennent les droits d'auteur, les droits visés par les lois sur les dessins industriels, sur les marques de commerce, sur les brevets et sur les topographies de circuits intégrés.

5.3. DROITS DE DOUANES, TAXES ET IMPÔTS

Le fournisseur s'engage ou, à défaut, autorise Hydro-Québec à entreprendre en son nom toutes les démarches requises, y compris l'institution de procédures judiciaires, pour obtenir l'exonération, la réduction ou la remise de tout droit de douane, impôt ou taxe dont le paiement aura été illégitimement exigé du fournisseur en raison de l'exécution du contrat.

Le fournisseur remettra à Hydro-Québec toute somme ainsi perçue ou lui accordera une réduction proportionnelle du prix contractuel.

Hydro-Québec indemniserà le fournisseur de tout déboursé encouru en raison de la réalisation de ces démarches.

5.4. SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES

Le fournisseur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, représentants et sous-traitants toutes les consignes de sécurité d'Hydro-Québec qui ont été portées à sa connaissance.

Pour les fins de la présente disposition, un actif est un ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc. ou qu'ils soient incorporels tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et les informations.

À cet effet, sur demande d'Hydro-Québec, une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes peut être exigée en tout temps de tout employé, représentant ou sous-traitant du fournisseur dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Hydro-Québec peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de tout employé, représentant ou sous-traitant du fournisseur ne remplissant pas les critères de vérification. Dans ce cas, le fournisseur est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou autre situation affectant la sécurité survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Dans le cas où le fournisseur fait défaut de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection des actifs, Hydro-Québec se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues aux clauses particulières, le cas échéant.

6. AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC

6.1. ADMINISTRATION DU CONTRAT

Le représentant d'Hydro-Québec a l'autorité et la responsabilité d'administrer le contrat pour le compte d'Hydro-Québec.

6.2. INSPECTION, CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Le représentant d'Hydro-Québec peut, en tout temps, inspecter les travaux du fournisseur, en vérifier la qualité et en contrôler les quantités. À ces fins, il a droit d'accès à tout endroit où sont exécutés les travaux ainsi qu'à tout endroit où sont fabriqués les biens et les matériaux nécessaires à l'exécution du contrat.

Les essais, épreuves et vérifications demandés au contrat ou prescrits par les lois et règlements en vigueur doivent être effectués en présence du représentant d'Hydro-Québec et il appartient au fournisseur de convoquer celui-ci en temps opportun pour lui permettre d'y assister.

7. EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1. MODE D'EXÉCUTION

Sans objet.

7.2. PRODUITS CONTRÔLÉS

Avant le début des travaux, le fournisseur doit transmettre au représentant d'Hydro-Québec la liste des produits contrôlés qu'il utilisera lors de l'exécution des travaux.

Dans le cadre de l'application de la *Loi sur les produits dangereux*, L.R.C. 1985, c. H-3 et de ses règlements, le fournisseur, peu importe son pays de résidence, doit respecter les dispositions suivantes :

7.2.1 Étiquettes

Tous les contenants de produits contrôlés livrés doivent être étiquetés en français, et ce, conformément au Règlement sur les produits contrôlés (SIMDUT) émis par le gouvernement canadien.

Tout produit contrôlé sans fiche signalétique conforme ou tout produit qui ne sera pas étiqueté tel que prévu à la réglementation fédérale canadienne, sera retourné au fournisseur.

7.2.2 Fiches signalétiques

Pour chaque produit contrôlé, une fiche signalétique, en français et datée de moins de trois ans, doit être acheminée à la direction - Santé et sécurité à l'adresse courriel suivante : mailto:RH_SIMDUT@hydro.qc.ca. De plus pour chaque point de livraison, une fiche signalétique conforme doit accompagner le produit.

Le fournisseur est responsable de tous les frais occasionnés par suite de son défaut de fournir les renseignements requis en temps opportun.

7.3 IMPLANTATION DES BIENS

Sans objet.

7.4 DESSINS ET LISTES FOURNIS PAR LE FOURNISSEUR

Le fournisseur doit soumettre à la vérification du représentant d'Hydro-Québec, les dessins de détails ou d'ensemble nécessaires pour juger de la fabrication et du fonctionnement du matériel et pour permettre le montage ou le démontage, l'installation, la mise en service, l'utilisation et l'entretien du matériel. Le fournisseur doit également fournir les listes afférentes.

Le fournisseur doit en soumettre le nombre de copies nécessaires au représentant d'Hydro-Québec pour vérification. La soumission des dessins et des listes doit être faite en temps opportun afin de ne pas retarder l'avancement des travaux, tout en laissant au représentant d'Hydro-Québec vingt (20) jours ouvrables à compter de la réception des dessins et des listes, pour en prendre connaissance.

Tout dessin ou liste ou copie de dessin ou de liste transmis à Hydro-Québec demeure sa propriété, et elle pourra les utiliser selon ses besoins.

Les dessins doivent être préparés selon les exigences et recommandations des articles 1 à 10 de la norme B78.5-93 intitulée « Computer-Aided Design Drafting (Buildings) » de l'Association Canadienne de Normalisation (ACN/CSA). Toutes les inscriptions sur les dessins et les listes doivent être en français et les dimensions indiquées en unités SI.

Lorsque le représentant d'Hydro-Québec vérifie des dessins ou des listes du fournisseur, cette activité signifie que le représentant d'Hydro-Québec constate que les éléments et les systèmes proposés correspondent à l'objet du contrat. Cette activité ne signifie nullement que les dessins ou les listes du fournisseur ainsi soumis ou fournis correspondent en tout point aux exigences du contrat.

Les travaux entrepris sans que les dessins et les listes requis aient été fournis par le fournisseur et vérifiés par le représentant d'Hydro-Québec peuvent être refusés par ce dernier. Les frais ainsi occasionnés sont à la charge du fournisseur.

7.5 NOTICES TECHNIQUES

Pour permettre l'exploitation, l'entretien et la remise en état des biens par Hydro-Québec, le fournisseur doit, conformément aux spécifications des *Clauses particulières*, préparer des notices techniques décrivant en détail, la construction et les méthodes recommandées pour l'assemblage, le démontage, l'entretien et l'exploitation des biens ainsi que la liste de toutes les pièces de rechange. Ces notices doivent inclure tous les bulletins appropriés et les instructions préparées par les fabricants des pièces incorporées aux biens.

7.6 PLAQUES SIGNALÉTIQUES

Les plaques signalétiques sur les biens doivent être en français. Les avis de danger doivent être en français et en anglais.

7.7 PROGRAMME D'EXÉCUTION

Sans objet.

7.8 RETARD IMPUTABLE À HYDRO-QUÉBEC

Si un événement imputable à Hydro-Québec occasionne un retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles, le fournisseur peut avoir droit à une prolongation des délais s'il en avise par écrit Hydro-Québec dans les dix (10) jours de la réalisation d'un tel événement, en y précisant la nature et ses conséquences.

À défaut d'un tel avis, à l'intérieur du délai prescrit, le fournisseur renonce au droit d'obtenir une prolongation des délais d'exécution.

7.9 CHANGEMENTS AU CONTRAT

Hydro-Québec peut, jusqu'à la dernière date de réception du matériel au point de livraison apporter des changements au contrat et en exiger l'exécution par le fournisseur.

La nature du changement, son mode de paiement, incluant les coûts d'impact reliés à ce changement et le délai à l'intérieur duquel il doit être exécuté sont consignés dans un avenant souscrit par le fournisseur et Hydro-Québec. Si un changement entraîne une augmentation ou une diminution du coût des travaux, pour le fournisseur ou Hydro-Québec selon le cas, celle-ci est fixée conformément aux dispositions de la clause ÉTABLISSEMENT DES NOUVEAUX PRIX.

Lorsque l'avenant est souscrit par le fournisseur et Hydro-Québec pendant ou après l'exécution du changement, il constitue l'entente complète et finale pour le changement visé, incluant tous coûts d'impact reliés à ce changement.

Lorsque l'avenant est souscrit par le fournisseur et Hydro-Québec avant le début de l'exécution du changement, le fournisseur peut réserver ses droits quant aux coûts d'impact, s'il en est, qui doivent alors être présentés selon la procédure prévue à la clause PROCÉDURE EN CAS DE DIFFÉREND. Si le changement entraîne une augmentation du coût des travaux, seuls les coûts directement reliés à l'exécution des travaux en relation avec ce changement seront alors payés par Hydro-Québec.

En cas d'urgence ou en cas de désaccord sur les termes de l'avenant, le fournisseur doit exécuter sans délai tout changement exigé par écrit par le représentant d'Hydro-Québec. Le fournisseur doit dès lors suivre la procédure prévue à la clause PROCÉDURE EN CAS DE DIFFÉREND. Jusqu'à ce qu'un avenant soit souscrit par Hydro-Québec et le fournisseur le montant estimé du changement est déterminé par Hydro-Québec et payé partiellement au fournisseur.

Un changement n'entraîne aucune prolongation des délais contractuels à moins qu'il n'en soit expressément fait mention à l'avenant.

7.10 SUSPENSION DES TRAVAUX

Sans objet.

7.11 TRAVAUX NON-CONFORMES OU NON AUTORISÉS

Sans objet.

7.12 PRISE DE POSSESSION DES TRAVAUX

Sans objet.

7.13 PROPRIÉTÉ

Tous les biens qui font l'objet du contrat, deviennent au fur et à mesure de leur réalisation la propriété d'Hydro-Québec. Cependant, le fournisseur en assume la garde, le contrôle et la responsabilité qui en découle, jusqu'à leur réception définitive, par Hydro-Québec.

7.14 SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DU MONTAGE

Sans objet.

7.15 PRÉSENCE AUX ESSAIS EFFECTUÉS PAR HYDRO-QUÉBEC

Sans objet.

7.16 EMBALLAGE

Pour faciliter leur manutention et les protéger pendant le transport et l'entreposage, les biens doivent être emballés selon la norme SN-1.1 d'Hydro-Québec ou toute autre norme susceptible de la remplacer.

Les biens doivent être identifiés, selon les exigences ci-après, afin d'en faciliter la livraison, la réception et l'entreposage. Chaque contenant doit porter obligatoirement les désignations minimales suivantes facilement lisibles :

- nom du fournisseur ;
- « Hydro-Québec » suivi du numéro de commande ;
- numéro du poste de la commande ;
- code d'article d'Hydro-Québec, s'il y a lieu
- adresse de livraison.

Lorsque le contenant contient plusieurs paquets, chaque paquet doit porter également les désignations mentionnées ci-dessus propres à son contenu. Chaque contenant doit être muni d'une pochette à fermeture hermétique dans laquelle le fournisseur doit déposer au minimum quatre (4) copies de la liste des articles.

7.17 EXPÉDITION

Aucune expédition ne doit être effectuée sans avoir obtenu au préalable du représentant d'Hydro-Québec des instructions précises relatives à la disponibilité du lieu de livraison. Aucune expédition ne peut être effectuée plus de deux (2) mois avant la date requise, à moins d'une autorisation écrite du représentant d'Hydro-Québec.

Au moins trois (3) jours avant de procéder à toute expédition, complète ou partielle, le fournisseur doit en informer, par écrit, le destinataire inscrit au bordereau d'expédition. Relativement à toute expédition en provenance de l'extérieur du Canada, le fournisseur doit remettre au transporteur avec le bordereau d'expédition :

- une « Facture des douanes canadiennes » dûment complétée et précisant les informations suivantes :
 - nom du vendeur ;
 - numéro de commande de l'acheteur ;
 - nom et adresse du destinataire (à qui les biens sont expédiés) ;
 - nom et adresse de l'acheteur (à qui les biens sont vendus) ;
 - devise du paiement ;
 - description détaillée des biens, quantité, prix unitaire, total ;
 - montant total de la facture.
- un Certificat d'origine de l'ALÉNA (accord de libre-échange nord-américain) dûment complété, si les biens ont été fabriqués aux États-Unis et/ou au Mexique.

8. MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES

Sans objet.

9. BIENS, MATÉRIAUX, MATÉRIEL ET OUVRAGES

9.1. ORIGINE, QUALITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES BIENS OU MATÉRIAUX

Les biens ou matériaux, leur mise en œuvre et l'exécution des travaux doivent être conformes aux exigences du contrat.

Lorsque la qualité d'un bien, matériau ou d'un travail n'est pas précisée, le fournisseur s'engage de manière expresse à utiliser et à fournir des biens ou matériaux neufs de la meilleure qualité. Le travail doit être exécuté conformément aux règles de l'art.

Les biens ou matériaux doivent être identifiables par la marque de commerce sous laquelle ils sont vendus et fabriqués en respect de tous les droits d'auteurs, brevets, marques de commerce, dessins industriels ou autres règles et normes applicables. Les marques de certifications pertinentes doivent aussi y être apposées afin d'attester de leur performance en matière de sécurité lors de leur utilisation.

Le fournisseur doit, sur demande d'Hydro-Québec, établir au moyen de pièces justificatives que les biens ou matériaux utilisés ou fournis dans le cadre du contrat sont des produits d'origine dûment certifiés, qui respectent les exigences du présent contrat.

À moins qu'il n'en soit autrement prévu au contrat, le fournisseur peut utiliser un bien ou matériau équivalent à celui désigné au contrat par une marque de commerce, dans la mesure où cette substitution est préalablement autorisée par écrit par Hydro-Québec.

Le représentant d'Hydro-Québec acceptera ou refusera le bien ou matériau équivalent dans un délai qui dépendra des renseignements à obtenir et des épreuves, essais et vérifications nécessaires à l'appréciation du matériau proposé.

Le fournisseur doit soumettre le bien ou matériau équivalent à l'approbation du représentant d'Hydro-Québec en temps opportun afin d'éviter tout retard dans l'exécution des travaux.

9.2. OUVRAGES PROVISOIRES, INSTALLATIONS ET MATÉRIEL DE CHANTIER FOURNIS OU EXÉCUTÉS PAR LE FOURNISSEUR

Sans objet.

9.3. OUVRAGES, MATÉRIEL, BIENS OU MATÉRIAUX MIS À LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR PAR HYDRO-QUÉBEC

Le fournisseur assume l'entretien, la garde et le contrôle de tout ouvrage, matériel, biens ou matériaux mis à sa disposition par Hydro-Québec et s'engage à les utiliser uniquement aux fins auxquelles ils sont destinés.

Le fournisseur doit, en tout temps, être en mesure de rendre compte au représentant d'Hydro-Québec de l'utilisation et de l'état de ces ouvrages, matériel, biens ou matériaux.

10. TRANSPORT DE MATÉRIAUX EN VRAC PAR CAMIONS

Sans objet.

11. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le fournisseur est responsable envers Hydro-Québec de la bonne exécution du contrat.

Il est également responsable de tout dommage, de quelque nature que ce soit, résultant de cette exécution, à l'exception des dommages pour perte de profits ou de revenus, perte d'usage des biens fournis en vertu du contrat ou de tout équipement qui s'y rattache et des intérêts ou autre charge sur l'argent emprunté.

Toutefois, la responsabilité du fournisseur à l'égard d'Hydro-Québec est limitée comme suit :

- à deux millions de dollars (2 000 000 \$) si la valeur du contrat est inférieure ou égale à 2 000 000 \$;
- au prix contractuel lorsque la valeur du contrat est supérieure à deux millions de dollars (2 000 000 \$).

Le fournisseur s'engage à prendre fait et cause pour et à tenir indemne Hydro-Québec, leurs administrateurs, dirigeants, employés, préposés, mandataires et ayants droit dans toute réclamation, demande ou poursuite judiciaire **provenant de tiers** découlant du contrat ou de l'exécution des travaux, et à les indemniser en capital, intérêts, indemnité prévue au *Code civil du Québec*, frais d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation prononcée contre eux et, le cas échéant, à obtenir la radiation de toute hypothèque légale prise par tout créancier en rapport avec l'exécution du contrat.

12. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU CHANTIER

Sans objet.

13. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement. Il est responsable de prévenir la pollution ou la nuisance qui pourrait être causée par les produits, services et activités découlant du présent contrat. À cet effet, il doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution **ou** de nuisance. De plus, il s'assure qu'il a du personnel qui a reçu la formation appropriée pour intervenir en cas d'urgence de nature environnementale.

Le fournisseur s'engage à tenir Hydro-Québec indemne de toute réclamation, sanction, pénalité, contravention ou avis d'infraction en matière de protection de l'environnement, résultant d'un manquement, faute ou négligence du fournisseur ou de quiconque dont il est légalement ou contractuellement responsable ou imputable. À défaut de respecter cet engagement d'indemniser Hydro-Québec, dans les trente (30) jours d'un avis écrit à cet effet, celle-ci pourra procéder à une déduction correspondante sur tout paiement dû, selon les dispositions de la clause PAIEMENTS.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou urgence de nature environnementale survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Il doit en outre respecter les dispositions environnementales décrites aux clauses particulières du présent contrat.

14. PAIEMENTS

Le paiement du prix contractuel sera effectué à trente (30) jours suivant la date de réception du matériel au point de livraison ou de réception de la facture, selon la plus tardive des deux dates.

Hydro-Québec peut, en tout temps, compenser toute dette du fournisseur à son égard à même toute somme qu'elle peut lui devoir ou toute garantie qu'il lui a remise en vertu du contrat.

15. GARANTIE DES TRAVAUX ET DES MATÉRIAUX

Le fournisseur garantit à Hydro-Québec le bon état et le bon fonctionnement de tous les biens qu'il a fournis ainsi que leur conformité aux prescriptions du contrat, et ce, pour une période de dix-huit (18) mois après la réception du matériel au point de livraison, à moins que des garanties additionnelles et des délais différents ne soient stipulés ailleurs au contrat. Cette garantie couvre tant les vices apparents que les vices cachés et s'ajoute à toutes les garanties légales.

Dans le cas de bris ou de mal fonctionnement des biens pendant la période de garantie, Hydro-Québec en avisera le fournisseur qui doit dans les meilleurs délais effectuer les réparations ou modifications requises pour remettre les biens en état de fonctionnement satisfaisant le plus tôt possible, ou les remplacer par un ou des nouveaux biens.

Dans tels cas, le fournisseur s'engage à défrayer les frais de démontage et de montage au chantier et de transport entre le chantier et ses locaux de réparation ou ceux d'Hydro-Québec. Cependant, le fournisseur ne sera pas responsable pour les frais de démontage, de montage et de transport de tout bien autre que le bien faisant l'objet du contrat.

Advenant le défaut du fournisseur d'exécuter les réparations, modifications ou remplacement des biens sur demande du représentant d'Hydro-Québec et dans le délai fixé par ce dernier, Hydro-Québec aura le droit sur avis écrit de les exécuter ou de les faire exécuter par un tiers, aux frais du fournisseur.

Tous les biens ainsi réparés, corrigés ou remplacés par le fournisseur bénéficient d'une nouvelle garantie de même nature et de même durée que la garantie originale à compter de l'acceptation écrite par Hydro-Québec des biens ainsi réparés, corrigés ou remplacés.

16. ÉTABLISSEMENT DES NOUVEAUX PRIX

Lorsqu'il est nécessaire, en vertu d'une disposition du contrat, d'établir des nouveaux prix, les parties doivent appliquer les prix de la formule de soumission prévus pour des travaux semblables. Lorsque de tels prix sont inapplicables selon les circonstances, les parties conviennent de nouveaux prix.

17. RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX EXÉCUTÉS EN DÉPENSES CONTRÔLÉES

Sans objet.

18. DÉFAUT – RÉSILIATION

18.1. DÉFAUT DU FOURNISSEUR

Lorsque le fournisseur ne se conforme pas aux dispositions du contrat ou aux directives du représentant d'Hydro-Québec, celui-ci lui donne avis du défaut et prescrit, le cas échéant, les correctifs appropriés, de même que le délai dans lequel le fournisseur doit se conformer aux exigences du contrat.

Lorsque le fournisseur ne se conforme pas à l'avis du représentant d'Hydro-Québec dans le délai imparti ou devient insolvable, il est en défaut et Hydro-Québec peut exercer l'un ou l'ensemble des recours prévus aux clauses RETRAIT DES TRAVAUX DES MAINS DU FOURNISSEUR et RÉSILIATION DU CONTRAT. Il en est de même lorsque le fournisseur est réputé en défaut d'exécuter le contrat en vertu des lois applicables.

18.2. RETRAIT DES TRAVAUX DES MAINS DU FOURNISSEUR

Lorsque le fournisseur est en défaut aux termes du contrat, Hydro-Québec peut lui retirer les travaux alors inachevés, sans pour autant le libérer de ses obligations contractuelles, sauf celle d'achever l'exécution de ces travaux.

Le fournisseur indemnise Hydro-Québec de toutes pertes et tous dommages occasionnés par son défaut et le retrait des travaux, et lui rembourse également tous les frais et dépenses qu'elle a engagés, par suite de ce retrait, pour assurer l'exécution complète des travaux.

18.3. RÉSILIATION DU CONTRAT

Hydro-Québec a, en tout temps, le droit de résilier le contrat en totalité ou en partie par avis écrit. Le contrat est alors réputé résilié à la date indiquée à l'avis de résiliation.

Lorsqu'Hydro-Québec résilie le contrat, par sa seule volonté et sans le défaut du fournisseur, ou lorsque le fournisseur exerce son droit à la résiliation du contrat à la suite de la suspension des travaux, ce dernier a droit, déduction faite des sommes qu'il doit à Hydro-Québec et en proportion du prix contractuel, aux frais ou dépenses actuelles encourus pour l'exécution du contrat et à tout autre préjudice qu'il a pu subir au moment de l'avis de résiliation, à l'exclusion de la perte de profits et de revenus à l'égard des travaux non réalisés.

Lorsque le fournisseur est en défaut aux termes du contrat, Hydro-Québec peut résilier le contrat en totalité ou en partie. Le fournisseur a alors droit, déduction faite des sommes qu'il doit à Hydro-Québec et en proportion du prix contractuel, seulement à la valeur des travaux exécutés et des matériaux approvisionnés au moment de la notification de la résiliation et ce, uniquement dans la mesure où, dans l'un et l'autre cas, ceux-ci peuvent être remis à Hydro-Québec et qu'elle peut les utiliser. Le fournisseur demeure responsable envers Hydro-Québec de toute perte et de tout dommage occasionné par son défaut.

18.4. PROCÉDURE

Sans objet.

19. PROCÉDURE EN CAS DE DIFFÉREND

La présente procédure s'applique à toute demande du fournisseur, incluant :

- lorsque le fournisseur désire faire valoir son désaccord avec une décision du représentant d'Hydro-Québec en vertu de l'alinéa RETARD IMPUTABLE À HYDRO-QUÉBEC;
- lorsque le fournisseur est en désaccord avec toute autre directive ou décision d'Hydro-Québec en rapport avec l'exécution ou l'interprétation du contrat;
- lorsqu'un avenant n'a pas été souscrit ou qu'un désaccord existe selon l'alinéa CHANGEMENTS AU CONTRAT;
- lorsque le fournisseur a l'intention de faire valoir une demande de compensation supplémentaire.

19.1. OBLIGATION DE POURSUIVRE LE CONTRAT

Le fournisseur doit poursuivre l'exécution du contrat diligemment, malgré tout désaccord avec Hydro-Québec. Cette poursuite ne constitue pas une renonciation de sa part à faire valoir ses droits selon la procédure prévue à la présente clause. Le défaut du fournisseur de respecter la présente procédure dans toutes ses étapes, échéances et formes indiquées ou de permettre au représentant d'Hydro-Québec de recueillir les informations nécessaires à l'analyse de ses demandes ou de lui fournir les informations additionnelles requises, est considéré comme un désistement et une renonciation à faire valoir tout droit qu'il aurait pu avoir quant à celles-ci.

19.2. AVIS OBLIGATOIRE

Dans tous les cas, le fournisseur doit, dès que possible, mais au plus tard dans les cinq (5) jours de l'évènement qui y donne lieu, remettre au représentant d'Hydro-Québec un avis écrit indiquant la nature de la demande du fournisseur de manière suffisamment détaillée et motivée pour permettre à Hydro-Québec de prendre les actions ou décisions requises selon les circonstances et, le cas échéant, d'en entreprendre l'étude. Dans cet avis, le fournisseur doit spécifier de manière préliminaire, les changements anticipés au programme de livraison.

En plus de ce qui est prévu à la clause DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT, le fournisseur doit dès lors prendre toutes les mesures afin de comptabiliser distinctement les coûts reliés à chacune de ses demandes.

19.3. NÉGOCIATION

Les parties tenteront de régler tout différend pendant l'exécution du contrat par la voie de la négociation.

Le fournisseur s'engage à fournir tout autre document requis par le représentant d'Hydro-Québec, dans le délai stipulé par ce dernier ou autrement convenu entre les parties. Après étude de la demande du fournisseur, le représentant d'Hydro Québec l'informe par écrit des actions à prendre, des décisions prises ou de sa position. Lorsqu'une entente intervient, il transmet au fournisseur un avenant conformément à l'alinéa CHANGEMENTS AU CONTRAT.

Toutes les demandes non-réglées à la dernière date de réception du matériel au point de livraison sont traitées selon les paragraphes 19.4 et suivants.

19.4. EXPOSÉ DÉTAILLÉ - DÉCISION D'HYDRO-QUÉBEC

19.4.1 Exposé détaillé du fournisseur

Les parties demeurent libres de régler toute demande par la négociation, à tout moment. Cependant, au plus tard six (6) mois à compter de la dernière date de réception du matériel au point de livraison, le fournisseur doit remettre à Hydro-Québec un exposé détaillé regroupant chaque demande non-réglée et en y exposant la nature, les effets sur le programme de livraison, le montant et le cas échéant, les précisions sur ses méthodes de calcul, en donnant suffisamment de détails pour permettre à Hydro-Québec d'en faire une analyse approfondie. Cet exposé détaillé doit être accompagné d'un affidavit, signé par un dirigeant du fournisseur, certifiant que toutes les informations qui y sont contenues sont vraies, exactes et complètes. Il doit également joindre à cet exposé détaillé toutes les pièces justificatives et s'engage à fournir tout autre document requis par Hydro-Québec, dans le délai stipulé par cette dernière. Aucun intérêt ne sera payé par Hydro-Québec si le fournisseur n'est pas diligent dans la transmission de son exposé détaillé ou dans le suivi du traitement de celui-ci.

19.4.2 Étude et décision d'Hydro-Québec

Dans la mesure où l'exposé détaillé est complet et dûment accompagné des pièces justificatives, Hydro-Québec étudie l'exposé détaillé et informe le fournisseur par écrit de sa décision dans un délai le plus tardif de

- i) six (6) mois à compter de la date de réception par Hydro-Québec de la dernière pièce justificative transmise par le fournisseur ou,
- ii) dans un délai au moins égal à celui pris par le fournisseur, à compter de la demande par Hydro-Québec, pour lui transmettre ces pièces justificatives additionnelles.

19.4.3 Révision par le supérieur hiérarchique d'Hydro-Québec

En cas de désaccord avec cette décision, le fournisseur peut demander par écrit au supérieur hiérarchique désigné par Hydro-Québec de réviser cette décision, dans les trente (30) jours de celle-ci, en exposant les motifs à l'appui de cette demande de révision.

19.4.4 Fin de la présente procédure

À défaut d'entente, les parties conservent leurs droits et recours pour faire valoir ces demandes devant les tribunaux du district judiciaire de Montréal, auquel cas, le respect de la présente procédure ne doit pas être interprété comme une renonciation au bénéfice du temps écoulé aux fins d'établir la prescription des droits et recours.

19.5. CONFIDENTIALITÉ

La confidentialité et le caractère privilégié des discussions et des documents préparés et des paroles prononcées dans le contexte de cette procédure constituent des éléments essentiels à la conduite de cette procédure. Toutes les démarches entreprises, tout document produit et les pourparlers tenus dans le contexte de cette procédure, y compris, mais sans limitation, les études des demandes et les rapports préparés par Hydro-Québec ou par des tiers pour son bénéfice, le sont sous toutes réserves des droits des parties, sans préjudice ni admission de responsabilité et bénéficient du privilège du litige. Aucune information ni aucun document de cette nature ne peut en aucune façon être invoqué ou produit devant les tribunaux ou dans le cadre d'un litige quel qu'il soit et Hydro-Québec ne peut en aucune circonstance être requise ni obligée de les dévoiler ni de les communiquer.

Toute proposition ou offre de règlement acceptée ou non, est effectuée sous toute réserve des droits respectifs des parties, sans préjudice ni admission de responsabilité. Hydro-Québec se réserve le droit de les modifier et même de les retirer complètement.

20. DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT

20.1. PRINCIPES COMPTABLES

Le fournisseur doit comptabiliser distinctement le coût des travaux conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus.

20.2. PÉRIODE DE CONSERVATION

Le fournisseur conserve tous les livres et registres comptables et les documents relatifs au contrat, pendant trois (3) ans après la réception définitive des travaux. Sur demande d'Hydro-Québec, la période de conservation doit être prolongée pour une période additionnelle de trois (3) ans.

20.3. DROIT DE VÉRIFICATION

Sur demande écrite, le fournisseur met à la disposition d'Hydro-Québec tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat qu'Hydro-Québec pourrait requérir pour vérifier que le fournisseur a exécuté le contrat conformément aux exigences prescrites. Hydro-Québec peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

De plus, sur demande écrite, le fournisseur s'engage à ce que tous les sous-traitants mettent à la disposition d'Hydro-Québec tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat. Hydro-Québec pourra vérifier et reproduire toutes les pièces.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ACCEPTÉS PAR HYDRO-QUÉBEC

L'ATTESTATION FISCALE – AGENCE DE REVENU QUÉBEC peut être obtenue en utilisant les services en ligne Clic Revenu – Entreprises sur le site Internet de Revenu Québec à l'adresse suivante :

<http://www.revenuquebec.ca/fr/entreprise>

Les documents contractuels suivants sont disponibles sur le site Internet d'Hydro-Québec à l'adresse suivante :

<http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/contrats.html>

Ces originaux sont :

Formulaires

- Déclaration d'Absence d'établissement au Québec
- Déclaration de paiement (963-1161)
- Lettre de crédit irrévocable (963-3539)
- Quittance partielle de l'entrepreneur ou du fournisseur (963-2413)
- Quittance finale de l'entrepreneur ou du fournisseur – avec réserves (963-2406)
- Quittance finale et totale de l'entrepreneur ou du fournisseur (963-2414)
- Quittance du sous-traitant (963-2415)
- Rapport d'accident (963-2418)
- Sommaire mensuel et cumulatif des accidents (963-2416)

Listes (Documents de référence)

- Liste des laboratoires qualifiés pour exercer le contrôle de la qualité ainsi que l'analyse en environnement
- Compagnies d'assurances acceptées par Hydro-Québec pour fins de garanties

Une copie de ces documents peut également être obtenue, sur demande au bureau de vente situé au :

Hydro-Québec
Direction Acquisition
800, boulevard De Maisonneuve Est
2^e étage, bureau 2007
Montréal (Québec), H2L 4M8
Canada

Téléphone
Montréal et les environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1-800-324-1759

Ces documents font partie intégrante du document d'appel de soumissions et ce, qu'ils aient été obtenus par le site Internet d'Hydro-Québec ou du bureau de vente de cette dernière.

